

comptes avaient été produits, il ignorait que la dépense serait nécessaire et que, conséquemment, le crédit n'avait pas été demandé.

Le MINISTRE DE LA MARINE ET DES PÊCHERIES (M. Davies) : Oh ! oh !

M. FOSTER : Mon honorable ami, le député de Queen, est porté au scepticisme. Il n'a pas la mine désolée qu'au dire d'un électeur de Queen-Sunbury, les libéraux auront, passé cinq heures ce soir, mais il affecte un mépris et un scepticisme sans bornes pour tout ce que peut dire un adversaire. Je parle en connaissance de cause et je serai prêt, à l'heure voulue, à discuter cette question en m'appuyant sur les faits. Je dis que jamais un gouvernement conservateur n'a demandé un mandat du gouverneur général de la nature de ces deux derniers mandats.

Mon honorable ami le député d'Oxford-sud (sir Richard Cartwright) a exposé la loi, après avoir lu l'acte. Un mandat du gouverneur général peut être accordé, a-t-il dit, quand certains travaux publics sont endommagés ou détruits par un événement qui ne pouvait être prévu, qu'il n'y a partant aucun crédit affecté à pareil cas et que l'intérêt public exige qu'il y ait sans retard reconstruction ou réparation. On peut, a-t-il dit, dans des cas d'urgence, non prévus et auxquels on n'a pourvu, avoir recours aux mandats du gouverneur général ; mais pour ce qui a été prévu, recommandé, demandé et refusé par le parlement, l'on se heurte à un décret du parlement et l'on ne doit pas et l'on ne peut pas, aux termes de la loi et de la constitution qui régissent les gouvernements responsables et parlementaires, se servir d'un mandat du gouverneur général.

Mais, une fois au pouvoir, nos amis oublient facilement ce qu'ils disaient et la position qu'ils prenaient quand ils n'y étaient pas. Peu de temps après les élections, le *Globe* de Toronto publiait, je crois, une malheureuse homélie sur la difficulté qu'éprouve un parti, quand il arrive au pouvoir, à tenir ses promesses et à rester fidèle aux professions de foi qu'il faisait dans l'opposition. Mon honorable ami le député d'Oxford-sud a malheureusement lu cet article insinuant et il a perdu la grâce. Je désire dire ceci : si les honorables ministres qui représentent le libéralisme, qui sont à inaugurer une nouvelle ère, qui ont commencé à supprimer les fonctions et les attributions du parlement, au moyen de mandats du gouverneur général, étaient aussi braves qu'ils sont audacieux, ils auraient continué ce régime de mandats durant six mois, et ils n'auraient pas convoqué le parlement. J'aime la bravoure. L'aulace, pour réussir auprès du peuple, doit être accompagné par la bravoure. Après avoir commencé à s'attribuer les droits du parlement et à dépenser en vertu de mandats du gouverneur général, pourquoi n'ont-ils pas continué, au lieu de nous réunir pour nous faire subir l'épreuve d'une simple formalité ?

Mais laissons cela de côté pour le moment. Le gouvernement va nous demander de voter les subsides. Je crois que mon honorable ami le chef de la droite a publié partout son intention d'inaugurer une nouvelle politique à l'égard du Nord-Ouest. Ses principaux organes se sont emparés de sa déclaration, et aujourd'hui la presse et l'esprit public sont saturés de la nouvelle politique, de l'innovation qui, soit dit en passant, coûtera une forte somme, au dire de tous ; mais si elle colonise le Nord-Ouest elle vaut bien le prix qu'on mentionne et on doit

M. FOSTER.

lui donner suite. Le gouvernement va déposer son budget et nous demander de le voter. Nous demandera-t-il des crédits pour le Nord-Ouest ? Nous demandera-t-il des crédits pour le département de l'Intérieur, qui doit élaborer et appliquer cette politique nouvelle à l'égard du Nord-Ouest ? S'il le fait, il devra nous montrer un ministre et sa politique, avant de compter qu'il obtiendra ces crédits. Va-t-on demander au parlement de voter une somme énorme au Nord-Ouest pour le service de l'immigration, et de mettre cette somme à la disposition d'un inconnu et à l'avantage d'une politique qui n'a pas été développée ?

Pourquoi n'y a-t-il pas un ministre de l'Intérieur ? Le parti ministériel est fort, il a des talents en abondance en dehors de sa phalange régulière de députés fédéraux et dans le sein même de cette phalange, s'il faut l'en croire. Pourquoi tous ces retards au sujet du choix d'un ministre de l'Intérieur, qui réalise, ou du moins est appelé à réaliser cette innovation, cette dépense excessive ? Le gouvernement ne devra pas s'imaginer que nous voulons tirer un parti injuste de cette situation si, quand il nous demandera les subsides, la gauche lui demande de produire son ministre et sa politique avant de les lui voter. Pourquoi n'a-t-il pas un ministre de l'Intérieur ? Est-ce parce qu'il n'y a personne parmi ses vieux partisans dans la députation qui soit à la hauteur de ces fonctions ? Eh bien ! alors il faut sortir de ce cercle. C'est ce qu'il a déjà fait. Oh ! si souvent !

Mon honorable ami a parlé du sentiment d'amertume que le désappointement a engendré chez nous. Mais il y a de l'amertume ailleurs que chez nous. Là-bas, dans les allées ombreuses de Bothwell, erre un vieux philosophe abattu et délaissé qui, dans les bons comme dans les mauvais jours, a suivi la politique de son parti, que dis-je ! qui l'a dominée, qui était l'ami de cœur du chef du cabinet et qui aujourd'hui cherche dans sa poésie et sa philosophie une consolation aux souffrances et à l'amertume d'un espoir déçu. Il est supplanté par un jeune imberbe, qui exerce les fonctions qu'on eût dû lui confier, et qui laisse errer dans la solitude, en proie à l'amertume et au désappointement.

Et là-bas aussi, peut-être, verrait-on aujourd'hui même s'avancer d'un pas lourd, au bruit des vagues retentissantes venant expirer sur le rivage de Guysborough, un homme dont la pensée roule sans cesse sur l'ingratitude d'un chef de parti ; d'un chef qui avait fait de lui son collègue et son compagnon de lutte aux jours où, voyageant à travers le pays, il livrait partout son combat, mais qui, le moment venu de dispenser les faveurs du pouvoir, le laisse de côté pour s'adresser à un homme non éprouvé et inconnu dans le champ de la politique fédérale.

Il y en a peut-être un autre, il y en a peut-être deux autres même. Il y a peut-être un vaillant colonel, là-bas, dans le comté que je représentai autrefois et qu'il représente aujourd'hui, ce dont il est très fier. Il se peut qu'il y ait un autre désappointé dans le partisan aux allures de barde et au regard prophétique qui depuis vingt-cinq ans combat les combats du parti dans le parlement et hors du parlement, qui a été un vaillant soldat et qu'on a sacrifié à un autre inconnu dans le champ de la politique fédérale, le laissant, lui, errer, inconsolable, sur les bords du lac Utopie, à la recherche du serpent de la fable qui, dit-on, séjourne dans les eaux profondes de ce lac.